



Etienne WOLF
Maire de Brumath

Suppléant :
Jean-Michel STAERLE
Adjoint au Maire de Haguenau



Les Françaises et les Français ont voulu donner une majorité au Président de la République. Après les résultats du premier tour, nous savons avec certitude qu'il aura une majorité écrasante. A présent, se pose la question de la nécessité de disposer également à l'Assemblée Nationale **d'élus constructifs** qui pourront mener à bien l'importante mission de contrôle du gouvernement et incarner un contre-pouvoir démocratique afin que les débats ne se déroulent pas dans la rue.

Notre démocratie a besoin d'élus qui ne seront pas des béni-oui-oui.

Notre démocratie a besoin d'élus qui connaissent leurs territoires, qui sont implantés, qui ont de l'expérience.

Pour ma part, **je continuerai de défendre les retraités, le code du travail, la justice sociale, la sécurité, l'Alsace et son droit local.**

Si vous m'accordez votre confiance, **je ne serai en aucun cas un député godillot qui approuvera les yeux fermés toutes les décisions prises depuis l'Elysée.**

Par-delà les convictions politiques, **j'appelle à une mobilisation salutaire contre la pensée unique, le programme unique, le parti unique.**

Vous avez à présent le choix demain, entre un député constructif et de rassemblement qui incarnera la pluralité et qui connaît parfaitement le territoire et un député fonctionnaire, sans expérience, sans connaissance des enjeux de notre circonscription.

Vous me connaissez, je suis un élu de terrain proche des électeurs, je le resterai !

Je compte sur vous, vous pourrez toujours compter sur moi !

ENSEMBLE POUR AGIR !

LES VALEURS
DE LA DROITE ET
DU CENTRE

www.wolf2017.fr

> PROJET CONTRE PROJET

NOTRE PROJET

PROJET D'EN MARCHÉ

FISCALITÉ : En Marche prévoit une hausse de la CSG, quand nous faisons de la baisse de la fiscalité une priorité.

- Nous ne voulons pas d'augmentation de la TVA ni de la CSG.
- Nous voulons une baisse de 10% de l'impôt sur le revenu pour tous les ménages.
- Nous voulons le rétablissement de la défiscalisation des heures supplémentaires.
- Nous souhaitons la stabilité fiscale et la baisse de la dépense publique de 100 milliards sur 5 ans.
- Aucune baisse d'impôt sur le revenu n'est prévue alors que les Français ont été victimes d'un matraquage fiscal sans précédent pendant la mandature socialiste. Pire, En Marche prévoit une augmentation de 1,7 point de la CSG, soit 21 milliards d'euros de prélèvements supplémentaires, qui toucheront en particulier les retraités, les fonctionnaires et les indépendants !
- L'exonération de la taxe d'habitation pour 80% des Français n'est pas financée et aura au final un coût pour les Français d'une manière ou d'une autre.
- En Marche ne propose aucune réduction sérieuse des dépenses publiques : son plan d'économies de 60 milliards est déjà grevé par 50 milliards de promesses de dépenses nouvelles.

SÉCURITÉ : Le projet d'En Marche ne prend pas la mesure de la nécessité de restaurer l'autorité de l'Etat après le laxisme des années Taubira.

- Nous voulons rétablir les peines-plancher automatiques et supprimer les réductions automatiques de peine.
- Nous voulons abaisser la majorité pénale des mineurs récidivistes à 16 ans.
- Nous voulons 16.000 places de prison supplémentaires.
- En Marche propose la création d'une « police de sécurité quotidienne », identique à la police de proximité de Lionel Jospin dont l'inefficacité est prouvée.
- En Marche prône en apparence la « tolérance zéro », tout en refusant l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans et le rétablissement des peines-plancher supprimées par Christiane Taubira.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME : Contrairement à En Marche, nous appelons à la plus grande fermeté contre toutes les thèses qui nourrissent l'islam radical.

- Nous appelons à la plus grande fermeté dans la guerre contre le terrorisme : les personnes fichées S les plus dangereuses seront placées de manière préventive sous surveillance physique et électronique renforcée.
- Nous expulserons automatiquement les étrangers ayant des liens avec les mouvances terroristes.
- En Marche ne prend pas de mesures fortes pour enrayer la propagation des thèses de l'islam radical sur notre territoire. Le retour à un service national d'un mois coûtera très cher à l'Etat et mobilisera des personnels dont la mission est d'être sur le terrain pour un résultat très discutable.

UNE ALSACE FORTE : Contrairement à En Marche, nous voulons une Alsace forte !

- L'actuelle Région Grand Est, imposée par l'ex-gouvernement socialiste, ne garantit pas la préservation des intérêts de notre territoire, de ses particularismes et de son bilinguisme.
- En marche ne dit rien sur l'avenir institutionnel de l'Alsace et ne compte pas remettre en question la Région Grand Est.